



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 20 mars 2025

En janvier 2025, la production industrielle du Mexique a diminué de 0,4 % g.m., atteignant son plus bas niveau depuis novembre 2022 selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI).

LE CHIFFRE A RETENIR

-0,4 %

Croissance mensuelle de la production industrielle au Mexique en janvier 2025

Cette baisse, généralisée à l'ensemble des secteurs, a été particulièrement marquée dans le secteur minier (-1,8 %) et les manufactures (-0,3 %), notamment dans les manufactures d'exportation (-2,7 %). Seule l'électricité a enregistré une légère progression de +0,8 % en glissement annuel.

En dépit d'une légère hausse dans la construction (+0,1 %), la production industrielle enregistre un recul de 2,9 % en rythme annuel, marquant sa sixième baisse mensuelle consécutive. Les perspectives demeurent préoccupantes, avec une prévision de recul de 1,5 % pour 2025, la faiblesse du secteur manufacturier américain et l'incertitude locale risquant de peser sur l'activité économique.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'OCDE prévoit qu'en cas d'application des droits de douane généralisés de 25 %, l'économie mexicaine enregistrerait une contraction de 1,3 % en 2025 et de 0,6 % 2026. Les prévisions de croissance ont été largement revues à la baisse par rapport aux estimations de décembre qui tablaient sur un taux de croissance de 1,2 % en 2025 et de 1,6 % en 2026. Ces dernières prévisions reposent sur l'hypothèse que les États-Unis appliqueront des droits de douane de 25 % sur toutes les exportations en provenance du Mexique et que le gouvernement mexicain prendra des mesures de rétorsion de même ampleur. Elles intègrent également les droits de douane généralisés sur l'acier et l'aluminium pour l'ensemble du monde. Selon les perspectives de l'OCDE, le Mexique sera le seul membre du G20 à être en récession en 2025 et 2026. Si le scénario actuel d'exemption des marchandises dans le cadre de l'accord commercial avec les États-Unis et le Canada (USMCA ou T-MEC) se poursuit, l'OCDE prévoit que l'économie mexicaine croîtra de 0,1 % cette année et de 0,8 % en 2026. L'incertitude due au risque d'imposition de droits de douane à tout moment retarderait décisions de dépenses et d'investissement des entreprises et des consommateurs, limitant ainsi la croissance même en l'absence d'application des droits de douane. Pour rappel, les droits de douane généralisés de 25 % ne s'appliquent actuellement qu'aux importations qui ne sont pas couvertes par le T-MEC, mais pourraient s'appliquer à tous les produits à partir du 2 avril. Le gouvernement mexicain qui n'a pour l'instant pas procédé à des modifications de sa politique commerciale suite à l'application des tarifs douaniers de l'administration Trump a toutefois « *exprimé son intention générale de prendre des mesures de rétorsion si les augmentations prévues des droits de douane américains sont étendues à un plus grand nombre de produits* » rappelle le rapport de l'OCDE. L'application des droits de douane généralisés de 25 % se répercuterait également sur l'inflation au Mexique, qui resterait relativement élevée malgré la baisse de la production. Après un taux moyen de 4,7 % en 2024, l'inflation se maintiendrait à 4,4 % en 2025 et à 3,5 % en 2026.

Fitch prévoit une croissance nulle de l'économie mexicaine en 2025 en raison des droits de douane imposés par les États-Unis. L'agence souligne que l'instauration, en mars, d'un tarif de 25 % sur les produits mexicains hors T-MEC par l'administration Trump freine l'investissement et accentue l'incertitude économique. Fitch anticipe une reprise modeste à 0,8 % en 2026, insuffisante pour compenser la récession technique attendue cette année. Face à ces tensions commerciales, la Banque du Mexique pourrait abaisser son taux directeur à 8 % d'ici fin 2025, puis à 7,5 % fin 2026, selon l'agence. Fitch prévoit également une dépréciation du peso à 21,50 pour un dollar et une inflation à 3,8 % pour cette année. À l'échelle mondiale, l'agence estime que la guerre commerciale pèsera sur

la croissance américaine (1,7 % en 2025) et sur l'économie mondiale (2,3 % contre 2,9 % en 2024).

L'agence Moody's Ratings a abaissé la perspective du système bancaire mexicain de « positive » à « négative », invoquant principalement la détérioration attendue du contexte macroéconomique. Moody's anticipe une croissance économique de seulement 0,7 % en 2025, freinée notamment par le ralentissement de l'investissement public et l'incertitude liée aux réformes institutionnelles. La montée des tensions commerciales avec les États-Unis, marquées par l'éventuelle mise en place de nouveaux droits de douane, constitue également un facteur de risque supplémentaire pour le secteur bancaire. L'agence souligne que la volatilité accrue des exportations, du peso et de l'inflation pourrait limiter l'appétit des banques pour le risque et peser sur la demande de crédit. Bien que les fondamentaux restent solides – ratios de capital élevés, réserves prudentes contre les pertes – Moody's prévoit une légère détérioration de la qualité des actifs, avec une hausse attendue des prêts non performants sur les 12 à 18 prochains mois. En 2024, les prêts de consommation ont crû de 18 %, tirant la croissance de la distribution de crédit, mais les banques devraient désormais adopter une approche plus prudente. Enfin, l'agence pointe la pression sur la rentabilité des établissements, confrontés à la fois à l'intensification de la concurrence des banques en ligne et à la nécessité d'investir davantage dans la digitalisation. Le système bancaire reste toutefois bien positionné grâce à l'abondance des dépôts clients et à une forte concentration du marché, les sept principales banques représentant près de 77 % des encours de prêts en 2024.

Sectoriel

L'entrée illégale de vêtements en provenance d'Asie, principalement de Chine, aurait entraîné la perte de 80 000 emplois dans l'industrie textile mexicaine, selon la Chambre nationale de l'industrie textile (Canaintex). Entre concurrence déloyale et contournement des règles du programme IMMEX – qui permet l'importation temporaire de biens sans droits de douane à condition de les réexporter – les industriels dénoncent des pratiques abusives et un marché domestique saturé par des produits sous-évalués. Deux tiers des vêtements en vente au Mexique (t-shirts, pantalons, pyjamas) seraient concernés selon la Canaintex. Le président de la Chambre, Rafael Zaga Saba, a souligné que l'essor des importations asiatiques aurait réduit la part de l'industrie textile dans le PIB manufacturier national de 3,6 % il y a vingt ans à 1,8 % en 2024. Dans ce contexte, le gouvernement fédéral et la présidente Claudia Sheinbaum ont désigné le textile comme l'un des huit secteurs stratégiques du Plan México, dans l'optique de relancer la production locale et de renforcer le contrôle aux frontières. Un décret publié en décembre prévoit ainsi l'augmentation jusqu'à 35 % des droits de douane sur les vêtements détournés du programme IMMEX pour être écoulés sur le marché intérieur. L'industrie textile, qui emploie 1,1 million de personnes (dont 70 % de femmes), espère tirer parti de ces

mesures pour regagner des parts de marché face aux importations et relancer l'investissement local.

Le Mexique devient le premier fournisseur d'œufs vers les Etats-Unis, alors que ces derniers vivent une pénurie du fait de la grippe aviaire. Selon les données du ministère de l'Agriculture des Etats-Unis, en janvier 2025, les importations d'œufs en provenance du Mexique ont atteint 1,4 M de douzaines (2,16 M USD) contre seulement 421 000 douzaines d'œufs (612 000 USD) en décembre 2024. Cette augmentation significative s'explique par la grippe aviaire qui a touché des millions de poules pondeuses aux Etats-Unis, créant une crise de production interne, des pénuries et une augmentation des prix à la consommation. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en février indiquait qu'une douzaine d'œufs de catégorie A coûtait en moyenne 5,90 USD, soit 10,4 % de hausse par rapport à l'année dernière : un record. Cette situation a donc amené les Etats-Unis à importer davantage d'œufs depuis l'étranger, principalement du Mexique, de Turquie (597 000 douzaines) et du Canada (578 000 douzaines).

Le gouvernement chinois a retardé l'approbation de la construction d'une usine au Mexique par le géant des voitures électriques BYD. L'entreprise avait annoncé ce projet en 2023, devant générer 10 000 emplois et produire 150 000 véhicules par an. Les fabricants automobiles chinois ont besoin de l'autorisation du ministère du Commerce de leur pays pour mener des opérations de production à l'étranger. Selon deux personnes expertes du dossier, BYD ne l'aurait pas obtenue. Les autorités chinoises craindraient que le Mexique et, du fait de leur proximité, les Etats-Unis obtiennent un accès total à la technologie et aux savoirs avancés de BYD. Elles privilégieraient aussi les projets dans les pays membres du programme de développement d'infrastructures « *Belt and road* ». Par ailleurs, après que le gouvernement américain ait accusé le Mexique d'être la porte d'entrée sans droit de douane des produits chinois aux Etats-Unis, le gouvernement mexicain a adopté une attitude plus hostile envers les entreprises chinoises. Cela aurait également contribué à ralentir cette implantation d'usine.

Le Conseil de Coordination des Entreprises (CCE) du Mexique a lancé un comité spécial pour l'investissement et la relocalisation des entreprises. Ce comité sera présidé par Max El-Mann Arazi, fondateur et directeur de Fibra Uno. Il encouragera la croissance, la diversification économique, la création d'emplois, la spécialisation, la transmission de technologie et de savoirs ainsi que l'accès aux marchés nationaux et internationaux. Selon Max El-Mann Arazi, les options les plus attractives pour la relocalisation se concentrent dans l'industrie automobile, de pièces détachées, aérospatial, pharmaceutique, électrique, de dispositifs médicaux, la logistique et la manufacture. Le président du CCE, Francisco Cervantes, précise que ce comité devra suivre 4 axes principaux qui guideront le développement du pays. Ces axes sont la consolidation du bloc de coopération commerciale avec l'Amérique du Nord, la diversification des marchés commerciaux, le Plan México pour l'ouverture de nouvelles entreprises et la

transformation industrielle du pays. De son côté, Altagracia Gómez, coordinatrice du Conseil Consultatif pour le Développement Economique Régional et la Relocalisation (Cader), s'est annoncée prête à recevoir des propositions d'investissements et de projets d'infrastructures afin de renforcer les pôles de développement et les corridors industriels.

Finances publiques

Le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) a refinancé 33,32 Mds MXN de dette, soit un montant de 1,7 Md USD, en instruments de court terme. Il s'agit de la première opération de refinancement de la dette du gouvernement depuis qu'Édgar Amador Zamora a été nommé vendredi 7 mars comme nouveau ministre de la SHCP en remplacement de Rogelio Ramírez de la O. Le total de 33,32 Mds MXN a été racheté dans divers instruments de dette tels que les Cetes, les Bonos M et les Udibonos. Sur le montant total refinancé, 2,1 Mds MXN (105 M USD) correspondent à des échéances prévues cette année, 14,8 Mds MXN (737 M USD) à des échéances prévues en 2026 et 16,5 Mds MXN (822 M USD) à des échéances prévues en 2028. Le ministère a affirmé que les conditions obtenues pour cette opération reflètent la confiance des investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, dans la solidité macroéconomique du Mexique, ainsi que dans l'engagement à maintenir la dette sur une trajectoire durable et dans le respect des directives relatives à la dette approuvées par le Congrès dans le cadre du budget 2025. Dans la *Ley de Ingresos de la Federación* (LIF) 2025, le gouvernement fédéral prévoit pour cette année des recettes de 60 Mds USD provenant de la contraction de la dette, tant nationale qu'étrangère, faisant celle-ci la troisième source de revenus la plus importante pour les finances publiques. Le plafond de la dette approuvé par le Congrès pour la première année de gouvernement de la présidente Claudia Sheinbaum est de 79 Mds USD, inférieur de 24 % en termes réels par rapport à 2024, mais le budget 2025 prévoit une nette hausse du coût financier de la dette (+5,6 % par rapport à 2024), qui s'élèverait à 69 Mds USD en 2025.

Les grands travaux prioritaires du sexennat d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) auraient eu un surcoût de de 33,6 Mds USD d'après une étude du think tank México Evalúa. Le coût initial des trois projets phares du précédent sexennat, le Train Maya, la raffinerie Dos Bocas et l'aéroport international Felipe Angeles (AIFA), était de 25 Mds USD, auquel s'est ajouté un surcoût de 33,6 Mds qui a porté le montant total déboursé pour ces grands travaux à près de 60 Mds USD. Le Train Maya, dont la construction se poursuivra sous la présidence de Claudia Sheinbaum pour la section dédiée au fret, avait un budget initial de 9,8 Mds USD dont la révision à la hausse s'est élevée à 176 %. Les budgets prévus pour la raffinerie Dos Bocas et l'aéroport Felipe Angeles (AIFA) étaient respectivement de 10,5 Mds USD et 4,8 Mds USD, enregistrant des ajustements à la hausse de 44 % et 89 %. Selon México Evalúa le surcoût enregistré pour ces trois grands projets équivaut à 336 fois le budget pour l'investissement physique pour la science, la technologie et

l'innovation pendant l'ensemble du sexennat d'AMLO et à 8,7 fois le budget pour l'investissement physique dans le secteur agricole, pourtant essentiel pour garantir la sécurité alimentaire et réduire la vulnérabilité aux crises climatiques et économiques. Le *think tank* juge que la priorité des ressources publiques a été donnée à des grands projets, dont la rentabilité et les bénéfices économiques à long terme ont été remis en question à plusieurs reprises, aux dépens de l'investissement dans ces secteurs pourtant stratégiques pour la croissance et le développement du pays. Le gouvernement d'AMLO a en outre contracté en 2024 un endettement historique afin de pouvoir terminer les travaux prioritaires entrepris au cours du sexennat, portant le déficit public à 5,7 % du PIB (contre 4,3 % en 2023).

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	20/03/2025
Bourse (IPC)	2,11%	-4,48%	53 060,76 points
Change MXN/USD	0,25%	21,08%	20,14
Change MXN/EUR	0,18%	20,17%	21,85
Prix du baril mexicain	-0,26%	-17,79%	64,02

Amérique centrale

Belize

John Briceño a été réélu pour un deuxième mandat en tant que Premier Ministre du Belize. Son parti, le *People's United Party* (PUP), a remporté les élections générales, en sécurisant 26 des 31 sièges au Parlement. Lors de la cérémonie d'investiture, Briceño a annoncé le lancement du Plan Belize 2.0, qui vise à créer plus d'emplois, à améliorer l'éducation et le système de santé, ainsi qu'à construire des logements. Cette réélection marque la continuité de son administration, qui avait débuté en 2020, face à une opposition affaiblie et fragmentée.

Costa Rica

Dans son dernier rapport *Estudios Economicos*, l'OCDE souligne une amélioration de la situation budgétaire, tout en mettant en exergue des défis socioéconomiques persistants. Prenant note de la réduction de la dette publique à 60 % du PIB en 2024, l'OCDE préconise de maintenir un respect strict de la règle budgétaire de 2018, en rationalisant les dépenses publiques et en élargissant l'assiette fiscale. En outre, selon les prévisions du rapport, le déficit budgétaire, de 3,8 % du PIB en 2024, devrait diminuer à 3,2 % en 2025, si l'Etat continue de mettre en place les recommandations. Les données de l'OCDE indiquent par ailleurs que le Costa Rica a enregistré un taux de croissance de 4,3 % en 2024 (l'un des plus élevés des pays membres) qui pourrait s'élever à 3,8 % en 2025, tandis que l'inflation (-0,3 % en 2024) atteindrait 2,4 % en 2025, pour revenir dans la fourchette cible (3 % ± 1) de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR). Toutefois, l'OCDE note que le taux de chômage reste encore élevé en 2024, à environ 7 %. La participation des femmes au marché du travail quant à elle dépasserait à peine les 50 %, alors que la moyenne des pays de l'OCDE est supérieure à 70 %. L'OCDE recommande alors de faciliter la participation des femmes au marché du travail afin de développer une économie inclusive en élargissant l'accès à l'éducation et à la garde des jeunes enfants, tout en réduisant l'économie informelle, secteur dans lequel les femmes et les jeunes sont surreprésentés.

El Salvador

Le ministère de l'Économie (Minec), prévoit que l'économie du pays connaîtra une croissance comprise entre 2,5 % et 3 % en 2025. La ministre de l'Économie, María Luisa Hayem, a souligné que ces chiffres dépassent les moyennes de croissance enregistrées au cours des trois décennies précédant le premier mandat du président Nayib Bukele. Selon la ministre, l'économie salvadorienne continuerait à croître grâce aux investissements privés et à l'exécution de différents projets en lien avec les organisations internationales. La Banque mondiale a maintenu une

prévision de croissance de 2,7 % pour 2025, tandis que le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit également un taux proche de 3 %.

En 2024, la BID a approuvé l'exécution de 24 opérations pour le Salvador, pour un montant total de 646 M USD. L'institution précise que 99,4 % des fonds accordés au Salvador sont destinés à des opérations de prêt, tandis que 0,6 % des fonds sont destinés à des programmes de coopération technique, tels que le soutien aux micro et petites entreprises et le soutien à la viabilité et à la transparence fiscales du pays. Les données montrent également que 99,7 % des financements ont été classés comme des prêts à garantie souveraine. En outre, sur les 24 programmes, quatre visaient le secteur des marchés financiers, trois le secteur de la santé et trois autres la réforme ou la modernisation de l'État.

Guatemala

Lors de sa participation à la conférence « Transformer le transport 2025 », le président Bernardo Arévalo a présenté une stratégie en six points pour améliorer la mobilité dans le pays. Cette stratégie se décline de la façon suivante : (i) le renforcement du système juridique et la mise en œuvre des meilleures pratiques internationales dans les secteurs des ports, des aéroports et des transports, notamment des normes de transparence ; (ii) la construction et l'entretien des routes ainsi que la réactivation du système ferroviaire ; (iii) l'inclusion des communautés rurales notamment à travers la construction de routes ; (iv) l'appui à la coopération régionale et internationale, en collaboration avec les investisseurs privés et étrangers ; (v) l'élargissement des services du réseau de protection et de sécurité des autoroutes afin de prévenir les accidents et d'accroître la sécurité des piétons et des motocyclistes ; (vi) l'accroissement la transparence de la gestion publique et la participation des citoyens au développement des transports.

Les blocages massifs en cours dans la capitale depuis le mardi 18 mars pour protester contre les mesures d'assurances obligatoires de véhicules annoncées par le gouvernement coûteraient au secteur productif plus de 39 M EUR (300 M GTQ) par jour. Selon Raúl Bouscayrol, président de la Chambre d'industrie du Guatemala (CIG), un premier décompte des effets directs et indirects sur l'économie des blocages dans la zone métropolitaine, qui concentre les activités productives les plus importantes, fait état d'un solde négatif de 23,7 M EUR par jour pour le secteur industriel et d'environ 15,4 M EUR de ventes non réalisées, soit un total d'environ 39 M EUR par jour.

Honduras

L'indicateur mensuel de l'activité économique (IMAE) au Honduras a enregistré une croissance de 4,2 % g.a. en janvier. Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), l'activité économique a été stimulée par l'augmentation de la demande intérieure de biens et de services et la reprise du secteur agricole, notamment l'augmentation de la production de café, de céréales de base, de produits de la

pêche et de la volaille. Les activités qui ont enregistré la plus forte croissance sont l'intermédiation financière et les services connexes (+9,7 %), les transports et les communications (+7,1 %), les communications (+5 %), le commerce (+3,5 %) et l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche (+2,9 %). L'économie du Honduras a enregistré une croissance de 3,9 % en 2024 et la BCH estime que la croissance économique de 2025 se situera entre 3,5 % et 4,5 %, avec une inflation comprise entre 4 % et 5 %.

Nicaragua

Les réserves internationales brutes du Nicaragua se seraient élevées à 6,2 Mds USD en février 2025, en hausse de 12,1 % g.a. selon la Banque Centrale du Nicaragua (BCN). Ce niveau de réserves internationales est cohérent avec une couverture de la base monétaire de 3,2 fois, a expliqué l'entité monétaire. Avec cet équilibre des réserves, la disponibilité des devises étrangères est garantie pour le développement normal des paiements internes et externes, pour le renforcement du taux de change, et contribue à la stabilité macroéconomique et financière du pays, selon la BCN. Pour 2025, la Banque centrale prévoit une croissance comprise entre 3,5 % et 4,5 %, avec une inflation annuelle comprise entre 3 % et 4 %.

Panama

Selon l'Institut de la Statistique et du Recensement (INEC), l'économie panaméenne aurait ralenti en 2024, enregistrant une croissance de 2,9 %. C'est moins qu'en 2023, lorsque la croissance était estimée à 7,4 %. Les secteurs ayant porté la croissance seraient notamment les activités commerciales, les transports terrestres et les activités liées au Canal, la construction, l'immobilier, les services financiers, l'électricité provenant de sources renouvelables, l'hôtellerie et la restauration, l'agriculture (bananes) et aquaculture (crevettes, poissons). Toutefois, ce ralentissement serait principalement dû à la fermeture de la principale mine de cuivre du pays, entraînant une chute de 45,6 % dans le secteur minier, qui représentait environ 74 % des exportations en 2023. D'autres secteurs, notamment l'industrie manufacturière, auraient également connu un repli. Selon certains économistes, ce ralentissement aurait contribué à une baisse de l'emploi formel et à une hausse du taux de chômage.

La réforme de la Caisse de sécurité sociale (CSS) a été promulguée par le Président de la République le 18 mars. Elle n'augmentera finalement pas l'âge de départ à la retraite, qui reste de 57 ans pour les femmes et de 62 ans pour les hommes. Cette réforme prévoit qu'une commission technique évalue, tous les six ans, la nécessité d'éventuels ajustements. Elle introduit également un nouveau système de pensions basé sur des comptes individuels (Système Unique de Capitalisation Solidaire), soutenu par un Fonds Unique de Solidarité. Les cotisations patronales augmenteront progressivement, passant de 12,25 % à 15,25 % d'ici 2029, tandis que

les pensions seront indexées sur l'inflation. Par ailleurs, la loi introduit des mesures visant à renforcer la transparence, lutter contre la corruption et moderniser la gestion de la CSS, notamment grâce à la numérisation des services et la création d'un observatoire du système de sécurité sociale. Cependant, la réforme ne suffirait pas à combler le déficit du système de retraites (invalidité, vieillesse, décès), obligeant l'État à verser près d'1 Md USD par an à la CSS. Cette réforme devait participer à rassurer les marchés internationaux, mais elle suscite des inquiétudes auprès des agences de notation, dont Fitch, qui envisage déjà une possible dégradation de la note de crédit du pays.

La Chine aurait émis de fortes critiques concernant la vente des actifs portuaires de l'entreprise chinoise CK Hutchinson Holdings à l'entreprise étasunienne BlackRock et aurait envoyé une délégation au Panama pour exprimer ses préoccupations. L'accord définitif devrait être finalisé d'ici le 2 avril, mais le gouvernement chinois aurait exhorté CK Hutchinson à ne pas conclure d'affaires avec des entreprises américaines. Plusieurs agences gouvernementales chinoises, dont le principal régulateur du marché, auraient été chargées d'examiner l'accord afin d'identifier toute violation potentielle de la sécurité nationale ou des lois antitrust. Par ailleurs, la Chine exprime de vives préoccupations concernant l'avenir de ses relations diplomatiques avec le Panama. Dans ce contexte, une délégation du Parti communiste chinois (PCC) se serait rendue au Panama pour rencontrer des députés panaméens. Rappelons que la Chine est le deuxième fournisseur du Panama derrière les États-Unis, le deuxième utilisateur du Canal et est présente dans plusieurs grands projets d'infrastructures stratégiques.

Caraiïbes

Antigua-et-Barbuda

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu la consultation au titre de l'article IV avec Antigua-et-Barbuda, le 13 mars 2025, affirmant que l'économie du pays a continué de croître après la pandémie, avec une estimation de croissance réelle de 4,3% en 2024. Cette statistique peut être expliquée par le développement d'un secteur touristique robuste et par l'organisation d'importants événements nationaux et internationaux, tels que la 4^{ème} Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et la Coupe du monde de cricket T20. Par ailleurs, l'inflation a été élevée en 2024, en raison notamment de hausses de tarifs dans le secteur des télécommunications et de l'augmentation des taxes indirectes. La reprise du PIB nominal, combinée à une amélioration des soldes budgétaires, a permis de réduire la dette publique de près

de 100 % du PIB en 2020 à 67 % en 2024. Toutefois, les besoins de financement devraient rester autour de 10 % du PIB à moyen terme. Malgré des entrées résilientes d'IDE soutenant la construction hôtelière en cours, le pays fait face à des arriérés de paiements intérieurs et extérieurs substantiels, limitant les options de financement. Le déficit du compte courant s'est réduit à 7 % du PIB en 2024, grâce à une balance des services améliorée, principalement due aux recettes touristiques, et à une contraction des importations. Par ailleurs, le FMI souligne la nécessité de mesures fortes pour rétablir la viabilité de la dette, résoudre les arriérés existants et réduire les besoins de financement brut à moyen terme. Il recommande également de renforcer les filets de sécurité sociale pour offrir un soutien plus ciblé aux populations vulnérables et d'améliorer l'administration fiscale pour soutenir la crédibilité du cadre budgétaire. Des efforts continus pour renforcer la stabilité financière, notamment en améliorant la surveillance et la réglementation des coopératives de crédit, sont également encouragés.

Barbade

La Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, a lancé un appel aux nations caribéennes à investir les 6 Mds USD de liquidités excédentaires des banques régionales dans les énergies renouvelables. Elle s'est exprimée lors du *Sustainable Energy for All Global Forum* et a souligné que des réglementations obsolètes et un manque de coopération freinent la transition énergétique. Elle a appelé à une collaboration régionale pour exploiter les ressources naturelles variées, comme l'hydroélectricité au Guyana et au Suriname, la géothermie en Dominique et à la Grenade, ainsi que l'énergie solaire et éolienne à la Barbade, en Jamaïque et au Belize. La Première ministre Mottley a également mis en avant l'initiative de la Barbade visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2035, tout en critiquant les lenteurs bureaucratiques qui ont retardé des investissements clés dans le secteur.

Cuba

Une nouvelle panne électrique générale a frappé Cuba. L'électricité a commencé à revenir progressivement dimanche 16 mars à Cuba, après une nouvelle panne générale qui a privé tous les habitants de l'île d'électricité pendant plus de 40 heures. La panne s'est produite vendredi 14 mars, dans une sous-station située dans la banlieue de La Havane, provoquant la déconnexion du réseau électrique dans tout le pays. Il s'agit de la première coupure de courant généralisée en 2025. Dotée d'un système de production d'électricité vétuste, l'île a déjà subi trois pannes généralisées pendant le dernier trimestre 2024. Face à l'urgence, le gouvernement cubain travaille pour installer au moins 55 parcs solaires de technologie chinoise. Selon les autorités, ces parcs produiront à terme 2 000 mégawatts.

La diminution du nombre de PME à Cuba suggère une dégradation du climat d'affaires. Cuba comptait, fin décembre 2024, 9 236 PME. Ce chiffre confirme une diminution de 2,35 % par rapport aux entreprises recensées (9 458 PME) au mois de septembre 2024. Selon les données publiées par Office nationale de statistique (ONEI), il s'agit de la première diminution depuis l'autorisation de ce statut en septembre 2021. Certains secteurs, comme l'industrie (- 36,5%) ainsi que le tourisme et la restauration (- 28,4%) sont particulièrement affectés, tandis que d'autres, comme le commerce, font preuve de plus de résilience. En effet, même si ce dernier enregistre une baisse de 7%, les PME dans le secteur du commerce représentaient, fin 2023, 25 % des ventes au détail (contre 4,1 % en 2022). D'après plusieurs économistes, la diminution du nombre de Mipymes serait le résultat de plusieurs facteurs combinés. D'abord, la crise énergétique que vit le pays et le manque d'investissement laissent des séquelles profondes sur le tissu entrepreneurial. L'inflation persistante, la hausse des coûts ainsi que la diminution du tourisme, ont également un fort impact. Enfin, le durcissement des réglementations observé dans la nouvelle politique de « redressement » de l'activité privée à Cuba, aurait exacerbé la situation.

Grenade

Le ministère des Finances de la Grenade a présenté sa stratégie de gestion de la dette à moyen terme (MTDS) 2025-2027, prévoyant pour 2025 des emprunts extérieurs estimés à environ 207 M USD (représentant 68 % du total) et des emprunts intérieurs estimés à 98 M USD (représentant 32 % du total). Il est important de noter que près de 60 % des emprunts intérieurs correspondent à la réémission de bons et obligations du Trésor existants, ce qui n'augmenterait pas le stock de la dette. La stratégie recommande de privilégier les emprunts auprès de créanciers multilatéraux et bilatéraux à des conditions concessionnelles en 2025, tandis que le financement intérieur devrait être obtenu en rémettant tous les instruments arrivant à échéance sur les marchés domestiques et régionaux. Pour minimiser les risques liés aux taux de change et aux taux d'intérêt, la stratégie préconise que tous les financements extérieurs soient principalement contractés en dollars américains (USD), devise à laquelle le dollar des Caraïbes orientales (XCD) est rattaché (parité fixe depuis 1976).

En 2024, le service total de la dette nationale de la Grenade s'élevait à 154 M USD, soit 25,2 % des recettes, incluant la réémission de tous les bons et obligations du Trésor. À la fin de 2024, la dette du gouvernement central était estimée à 814 M USD, dont 629 M USD de dette extérieure et 185 M USD de dette intérieure. La composition de la dette extérieure était la suivante : 72,5 % auprès de créanciers multilatéraux, 18,7 % auprès de créanciers bilatéraux, 8,7 % auprès d'autres non-résidents et 0,1 % en prêts commerciaux.

Jamaïque

La nouvelle ministre des Finances et de la Fonction publique de la Jamaïque, Fayval Williams, a détaillé le financement du budget 2025/26, estimé à 7 Mds USD. Les principales sources de revenus prévues proviennent (i) des recettes fiscales (6 Mds USD) ; (ii) des recettes non fiscales (900 M USD) ; (iii) de la taxe sur la bauxite (5 M USD) ; (iv) des subventions (1 M USD). Concernant le service de la dette, 1,03 Md USD arrivera à échéance en 2025/26. Le gouvernement anticipe alors des emprunts d'1 Md USD et prévoit de couvrir le reste avec ses propres ressources. La ministre Williams a également annoncé un léger excédent budgétaire pour l'exercice à venir, marquant une amélioration notable par rapport aux déficits enregistrés entre 1992 et 1993 ainsi que 2003 et 2004, période durant laquelle le ratio dette/PIB avait considérablement augmenté. Elle a souligné qu'à la fin de l'exercice 2024/25, ce ratio devrait s'établir à 68,7 %, reflétant les efforts déployés pour assainir les finances publiques.

République Dominicaine

Le Fonds Monétaire international (FMI) prévoit une croissance de l'économie dominicaine de 4,5 % en 2025 et de 5,1 % en 2026, confirmant ainsi la résilience économique du pays. En janvier 2025, la croissance a atteint 2,2 % tandis que les réserves internationales brutes s'élevaient à 14,9 Mds USD en février. L'inflation demeure maîtrisée, affichant 3,56 % g.a en février 2025, soit dans la fourchette cible de 4% ± 1% de la Banque centrale. Avec l'appui technique du FMI, le gouvernement dominicain s'est engagé dans la rationalisation des incitations fiscales et exonérations, qui devraient représenter 4,73 % du PIB en 2025. D'après les prévisions du Budget général de l'Etat pour l'année 2025, la dépense fiscale est estimée à 5,7 Mds EUR. De ce montant, 66,6 % concerneraient les exonérations et avantages liés aux impôts indirects, tandis que 33,4 % porteraient sur les impôts directs, soit un total correspondant à 4,73 % du PIB. Parmi les principales pertes de revenus figurent l'ITBIS (TVA) avec 2,37 % du PIB attendu, l'impôt sur le revenu (0,81 %) et les impôts sur le patrimoine (0,77 %). Dans le cadre de son plan de renforcement des finances publiques, la Direction générale des impôts (DGII) s'est fixée pour objectif d'augmenter les recettes de 52 M USD par rapport à 2024.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

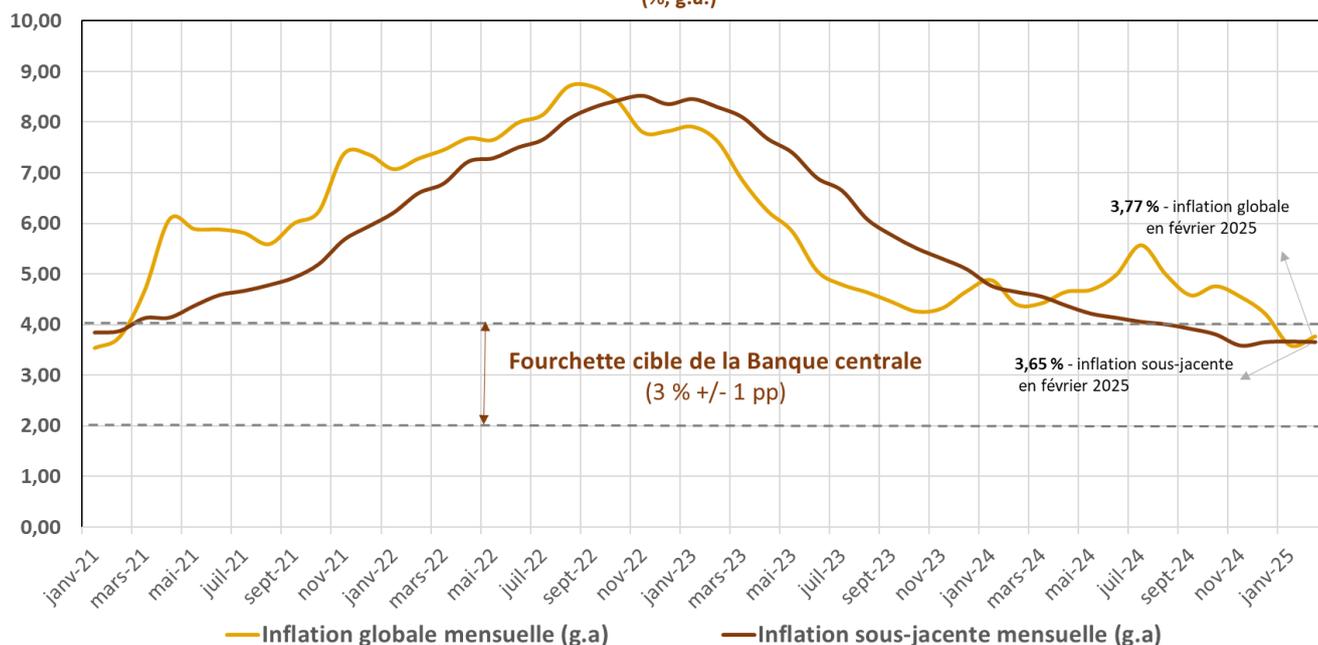
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	9,50%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,25%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haiti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

– Annexe Graphique Mexique –

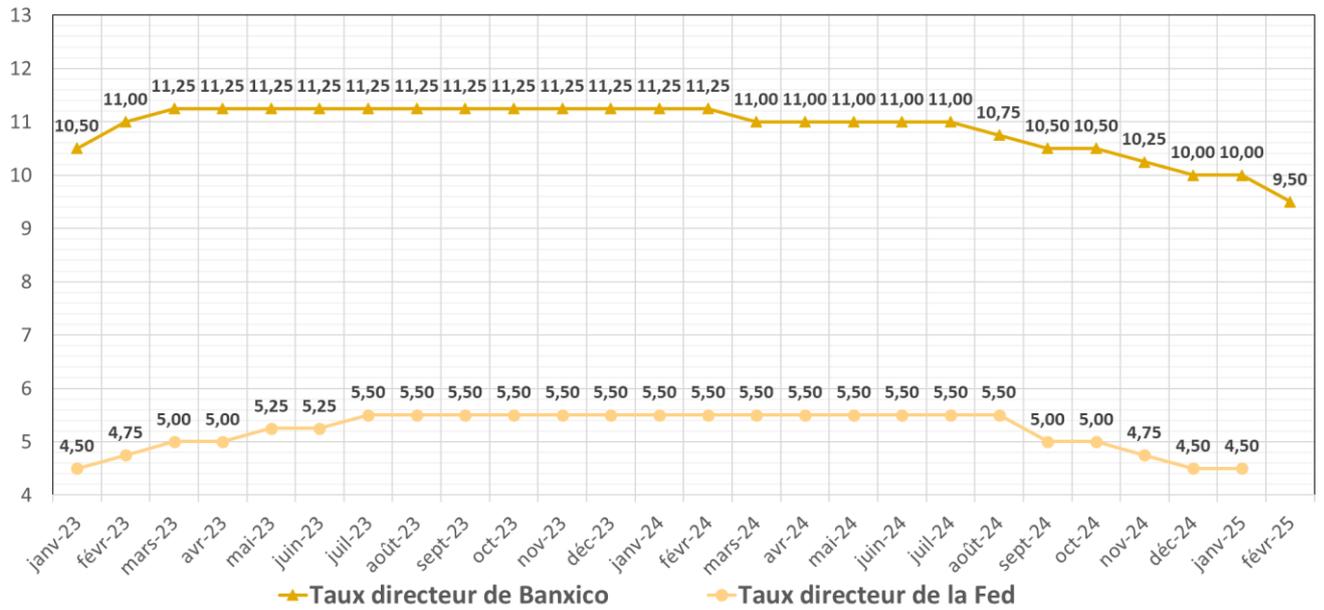
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

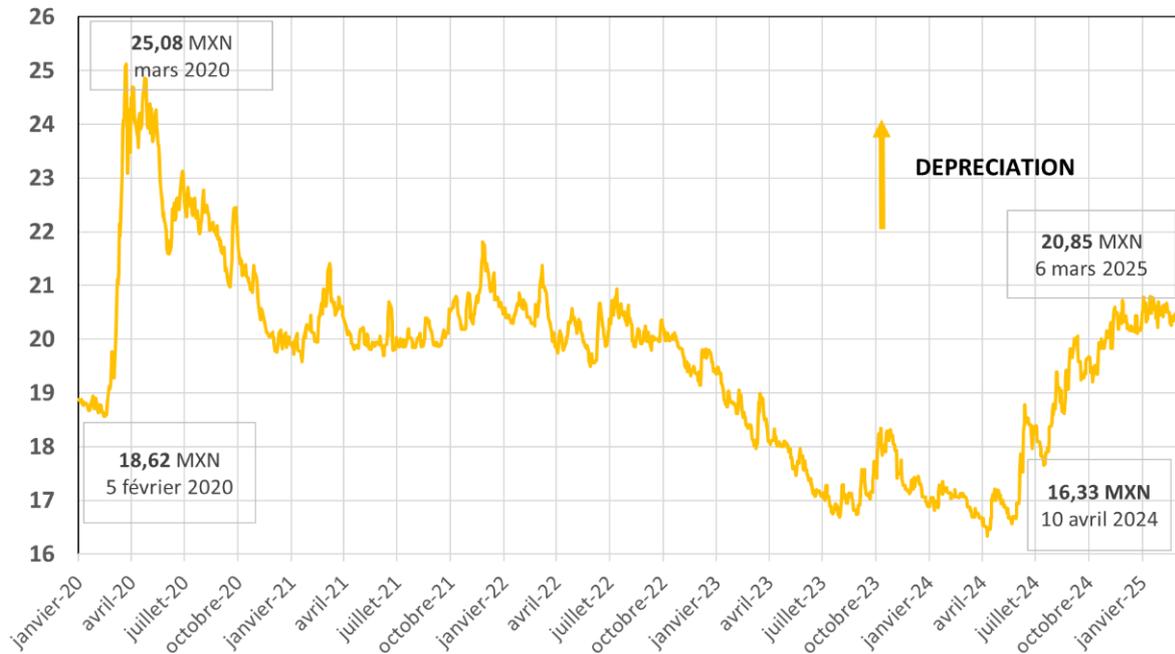


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pbs)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

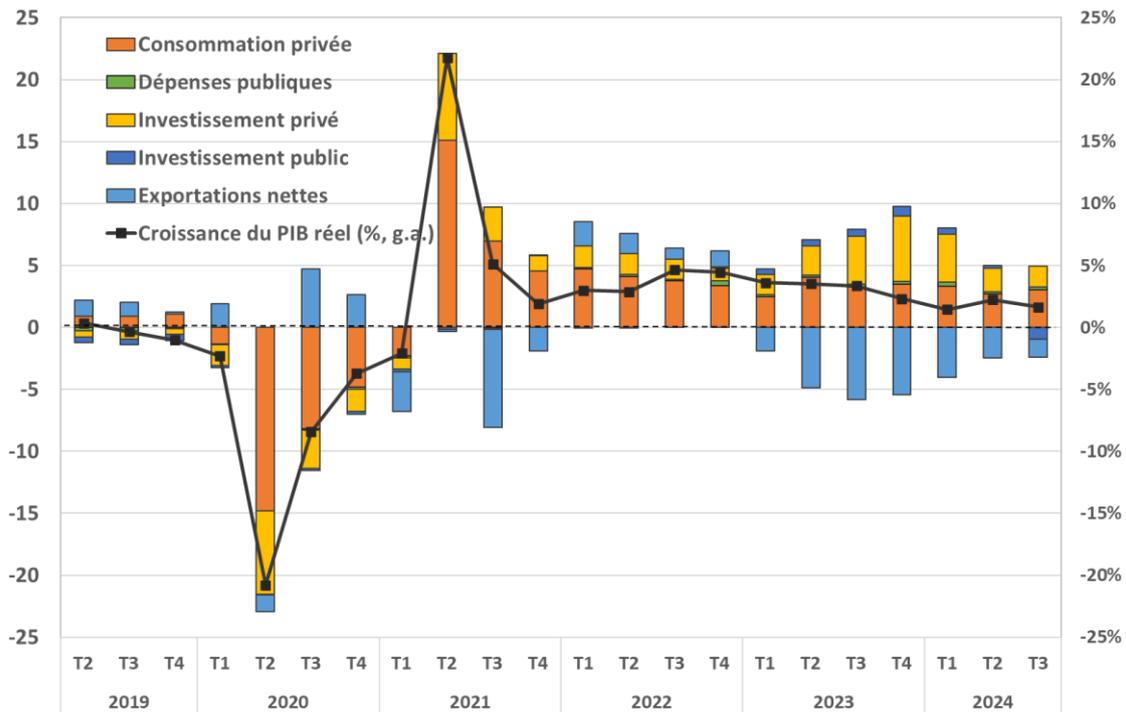
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

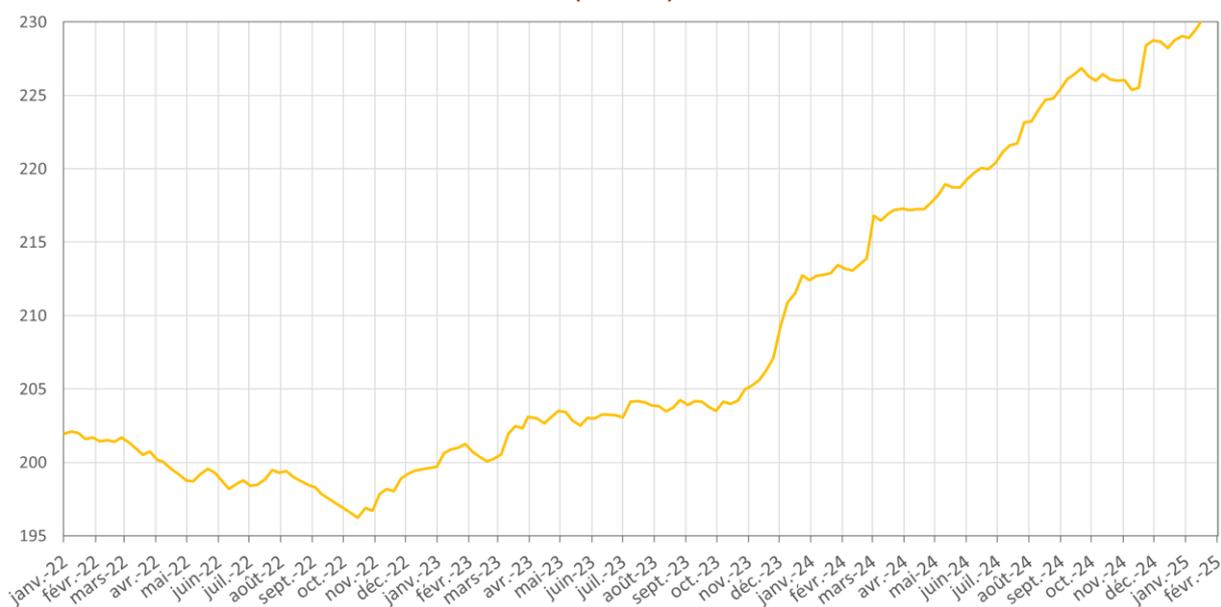
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr